

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 30/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAMPINE RECYCLED POLYMERS**

Zone industrielle Nord  
ARNAS BP. 70451  
69400 Arnas

Références : UDR-SSDAS-24-166-LL  
Code AIOT : 0006103862

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement CAMPINE RECYCLED POLYMERS implanté 300 avenue de l'Epie 69400 Arnas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAMPINE RECYCLED POLYMERS
- 300 avenue de l'Epie 69400 Arnas
- Code AIOT : 0006103862
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société Campine Recycled Polymers - CRP - exploite depuis 1988 à Arnas des installations de

broyage, lavage et extrusion de déchets de matières plastiques, essentiellement composées de PP (polypropylène). La production sortante est du granulé plastique industriel (GPI).

CRP est une filiale de CAMPINE France dont elle est locataire. L'activité actuelle de CAMPINE France, site Seveso seuil haut du fait des quantités de plomb présentes, est de broyer des batteries au plomb hors d'usage afin d'en extraire un concentré de plomb envoyé ensuite en affinerie. CRP a 2 sources principales de déchets plastiques en entrée de procédé de production (1) le PP broyé issu des batteries de CAMPINE mais aussi en provenance d'autres sites hors groupe (2) divers types de déchets de PP tels que des résidus de production, des collectes de bouchons, des cordages etc...

Les déchets de PP de batteries sont préparés dans le bâtiment D. L'un des objectifs du broyage-lavage du PP de batteries est d'éliminer de la matrice plastique à recycler les résidus non souhaités, dont le Plomb. CRP indique ne recevoir que du déchet plastique classé comme déchet non dangereux, avec une teneur en Pb limitée au plus à 2500 PPM ou mg/kg. Les eaux industrielles de CRP partent dans le circuit de traitement commun avec CAMPINE. Les autres déchets de PP sont préparés dans le bâtiment F, puis rejoignent le bâtiment D pour être co-extrudés avec le PP issu de batterie. La production de granulés PP a lieu uniquement dans le bâtiment D. La production de CRP se concrétise par une offre commerciale d'une gamme de granulés industriels de PP recyclé, contenant également du plastifiant, des colorants et de la charge minérale.

Les stockages sur plate-forme à l'air libre de CRP sont constitués d'une part de déchets PP entrants, de déchets de big-bag vides (sous rubrique 2714) et d'autre part de stockage de granulés produits s'ils sont conditionnés en big-bag ou entreposés dans les 9 silos métalliques à l'ouest du bâtiment D (sous rubrique 2662.2), ces silos permettant le chargement gravitaire direct des camions.

En plus du stockage sur son ICPE, CRP déporte une partie de son stock de produits finis dans les entrepôts logistiques de sites voisins tels que SOTRADEL et GEODIS.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
5	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site CAMPINE RECYCLED POLYMERS produit des Granulés Plastiques Industriels à partir de différents flux de déchets plastiques. La visite d'inspection révèle une bonne prise en compte des enjeux liés aux risques de dispersion de ces granulés et de leur limitation à la source. Toutefois, l'ajout de points de contrôle lors de l'audit interne semestriel reste à mener.

Sur la question des conséquences d'un incendie majeur du site, le calcul effectif du volume de rétention d'eau (extinction + pluviométrie décennale) doit être refait sous 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant avait bien anticipé l'arrivée de la réglementation sur les GPI, depuis 2021.</p> <p>Le bâtiment D, au nord-ouest du site, est le seul bâtiment de production de GPI. Deux équipements existants permettent de récupérer la plus grande partie des GPI « fuyards » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tamis vibrant en sortie de process de lavage. Equipé de mailles de 0,45 * 0,25 mm, il est adapté pour retenir les GPI produits sur le site, qui sont de granulométrie variable entre 2 et 5 mm.</li> <li>- la fosse B7, d'une capacité d'environ 5 m<sup>3</sup>, desservant le réseau gravitaire d'eau de ruissellement au nord et à l'Est du bâtiment D. Munie d'une grille perforée, cette fosse est vidangée une fois par</li> </ul>

<p>mois de l'accumulation de débris plastiques et de GPI lors d'épisodes pluvieux.</p> <p>En aval de ces équipements, la station interne de traitement de CAMPINE permet une décantation et une accumulation du reliquat de GPI dans les boues internes. Les eaux finalement rejetées à la station de Villefranche passent dans divers système de traitement, dont un filtre à charbon actif.</p> <p>Ces différentes étapes garantissent l'absence de GPI dans les rejets aqueux sortant du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li> <li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li> <li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li> <li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li> <li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li> <li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li> <li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li> </ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les GPI produits sont conditionnés dans des big-bag neufs (hermétiques) ou bien dans des housses plastiques + carton sur palette, le carton étant également entouré de film plastique. Les zones de chargement / déchargement sont munies d'une signalétique (affiche) rappelant la nécessité d'éviter tout déversement de GPI au sol.</p> <p>Un contrôle qualité des emballages utilisés est fait à la réception.</p> <p>Un contrôle qualité interne semestriel est fait et inclut un point de contrôle relatif aux GPI : non présence de granulés au sol dans les zones de stockage. Cf passage du 18/12/2023 et 20/03/2024. Cependant ce contrôle semestriel est insuffisant dans sa forme actuelle pour répondre aux</p>

prescriptions énoncées d), e) et f) ci-avant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant présente la mise à jour de sa grille interne de contrôle semestriel des procédures relatives à la prévention de la perte de GPI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>  Le premier audit triennal a eu lieu le 14/09/2022. L'inspection constate que la synthèse de cet audit n'est pas disponible sur le site internet de CAMPINE FRANCE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai d'un mois, l'exploitant met en ligne la synthèse de l'audit GPI et actualise la procédure interne prévoyant cette mise en ligne.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie est intégré au POI commun avec CAMPINE. Il comporte l'ensemble des éléments exigés. L'examen du POI dans sa version 001/03-04-2024, transmise à la DREAL, au SDMIS et à la commune, indique une capacité de rétention d'eau de 2500 m<sup>3</sup>. Dans une version nommée 001/04-04-2024, cette rétention est estimée à 800 m<sup>3</sup> et serait issue d'un calcul selon la méthode D9A.</p>

L'Inspection n'a pas été informée de ce changement de volume de référence pour la rétention d'eau en cas d'incendie, ni des hypothèses sous-jacentes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, sous 3 mois, et en lien avec CAMPINE, justifier des capacités de rétention pour le scénario majorant : durée d'extinction maximale conjuguée à un épisode pluvieux décennal.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
<b>Constats :</b>  Des exercices communs CRP et CAMPINE sont organisés une fois par an. Lors de l'exercice du 23/02/2023, a été testé un départ de feu dans une zone relevant de l'ICPE CRP. Le compte-rendu transmis permet de constater la réactivité des équipes en lien avec le SDMIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite